



**S
O
L
I
D
A
R
I
T
É

I
N
T
E
R
N
A
T
I
O
N
A
L
E**

rapport
de
2006-
2007

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Nos enjeux sont internationaux	2
Penser globalement, agir localement	3
Engagement et éducation	5
Fonds pour la justice mondiale	8
Les sections locales du SCFP s'engagent	9
Les activités du SCFP dans le monde	10
Activités de solidarité internationale dans les régions	12
Militantisme syndical en Colombie	16
L'eau publique est un droit	17
Affiliés, relations et coalitions	19
Vers l'avant	21

Le rapport sur la solidarité internationale au SCFP de 2006-2007 est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 21, rue Florence, Ottawa (ON) K2P 0W6. © SCFP 2007. On peut aussi se procurer le rapport sur SCFP.ca.

Imprimé par une entreprise syndiquée sur du papier recyclé contenant 30 % de matières recyclées après consommation.



Printer: Please add your union logo in place of the blank box, and delete this note. Thank you.

Références photographiques et légendes

Photo page couverture : Catherine Senior (section locale 1182) avec ses jeunes élèves – des enfants de la rue – devant l'école de Pamplona, à Lima, au Pérou.

p. 4: Photo : Christina Riley, Conseil des Canadiens.

p. 13: Photo : Jessica Squires, section locale 4600.

p. 15: Conception : Lisa Murphy.

p. 17 (en haut) : Photo : Candace Rennick, vice-présidente régionale pour l'Ontario et membre de la section locale 2280 du SCFP.

INTRODUCTION

Le SCFP est au cœur de l'action, que ce soit sur la scène locale ou dans le reste du monde. Nous avons la réputation d'être le syndicat qui est prêt à défendre les droits des travailleurs et à assurer la force des collectivités où que ce soit au Canada. Mais cette réputation s'accroît aussi à l'étranger. Le travail international entrepris par le SCFP n'est pas de la charité. Nous sommes mus par un principe de solidarité. Comme syndicat canadien, nous reconnaissons que nous menons les mêmes luttes que nos confrères et consœurs qui résistent à la mainmise des entreprises commerciales dans toutes les régions du monde. Que nous vivions à Cape Town ou à Corner Brook, nous avons droit à un travail décent et à des services publics de qualité.



Travailleurs d'Hydro à Nairobi, au Kenya.

Les entreprises qui prennent le contrôle de services publics au Canada sont les mêmes qui sont impliquées dans les projets de privatisation ailleurs dans le monde. C'est l'essence même de la mondialisation. Pour les membres du SCFP, la solidarité a un sens bien précis : nous devons faire le lien entre les enjeux auxquels nous sommes confrontés au travail et dans nos collectivités et ceux des travailleurs du reste du monde.

Par nos activités et nos affiliations internationales, par notre participation aux programmes et



Les participants à la Tournée Canada-Colombie ont rencontré des représentants de la Centrale unie des travailleurs (CUT) à la Maison de la travailleuse (Casa de la Mujer Trabajadora) à Bogota, en Colombie.

conférences d'éducation et grâce au Fonds du SCFP pour la justice mondiale, nous approfondissons sans cesse notre compréhension des enjeux mondiaux et nous consolidons nos réseaux d'alliés au sein des mouvements internationaux de défense des droits de la personne. Nous appuyons, par notre participation continue, les objectifs du millénaire pour le développement des Nations Unies : éradication de la pauvreté, éducation primaire universelle, égalité des femmes, lutte contre le sida, protection de l'environnement et formation d'un partenariat mondial pour le développement.

Au SCFP, la solidarité internationale revêt de nombreux visages. Les membres du SCFP jouent un rôle actif dans divers dossiers par l'entremise des réseaux formels ou informels créés dans leur syndicat, leur lieu de travail et leur collectivité. Les divisions du SCFP ont une longue tradition de militantisme en matière de solidarité internationale. Beaucoup de membres et de sections locales consacrent temps et ressources à une collaboration active avec le Comité national du SCFP pour la justice mondiale.

Au Canada, notre travail syndical est basé sur de solides valeurs de justice sociale. Nous invitons tous les membres à défendre les droits des travailleurs et la justice sociale où que ce soit dans le monde!

Le président national,

Le secrétaire-trésorier national,

Paul Moist

Claude Généreux

NOS ENJEUX SONT INTERNATIONAUX

Le SCFP n'est pas seul dans la promotion et la défense des services publics et de la justice sociale dans le monde. Notre affiliation à l'Internationale des services publics (ISP) – basée à Ferney-Voltaire, en France, et qui compte 20 millions de membres et plus de 650 syndicats affiliés dans 150 pays – nous confère une forte présence internationale dans des enjeux clés. Le SCFP est l'un de huit syndicats du secteur public affilié à l'ISP au Canada; quatre de ces affiliés sont basés uniquement au Québec. Comme les affiliés du Québec viennent tout juste de se joindre à l'ISP, nous sommes à élaborer une stratégie de communications pour partager l'information et travailler collectivement. Le secrétaire-trésorier national Claude Généreux rencontre régulièrement nos syndicats affiliés



En novembre 2006, à Medellín, en Colombie, plus de 10 000 personnes – travailleurs, étudiants, campesinos (fermiers) et autres – sont descendus dans la rue pour protester contre la privatisation des services publics.

canadiens pour collaborer à des projets communs, comme l'élaboration de l'orientation de l'ISP et l'organisation d'activités d'éducation au Canada. Ce travail nous permet d'accroître la force de notre syndicat sur la scène internationale et il nous permet d'éliminer certaines barrières de communications qui existaient au Canada.

Le Canada est membre du Comité exécutif régional interaméricain (IAMREC) de l'ISP, qui couvre l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud et qui établit un réseau d'activités et de soutien intersyndical dans tout l'hémisphère. Le dirigeant de la composante canadienne de l'IAMREC siège au comité exécutif. Les affiliés canadiens assument ce poste à tour de rôle. Après le Congrès mondial de l'ISP, qui aura lieu en septembre 2007, le président national du SCFP sera le premier



Un rassemblement en faveur de l'avortement devant la Cour suprême du Nicaragua, lors de la journée internationale des femmes, le 8 mars 2007.

substitut et, en 2010, ce sera au tour du SCFP d'être le représentant canadien à l'IAMREC.

Le SCFP joue un rôle actif dans d'autres organismes de l'ISP. Le président national Paul Moist est membre du Groupe de travail sur le secteur public (PSSG) de l'ISP. Le Groupe fournit des conseils d'orientation stratégique à l'ISP sur des enjeux comme les menaces de privatisation et l'avenir des services publics au cours des 20 prochaines années. Le directeur général Stan Marshall est membre substitut de ce Groupe. Par l'entremise du PSSG, le SCFP est aussi membre du Groupe consultatif de l'ISP sur les services de distribution, qui aborde des dossiers liés à la distribution publique des services d'énergie et d'eau. La présidente de la division du SCFP de l'Î.-P.-É., Donald MacDonal, est membre substitut du Comité mondial des femmes de l'IAMREC. Elle deviendra membre à part entière après le Congrès mondial de l'ISP, en septembre 2007. Kathy Corrigan, chercheuse du SCFP sur les questions de santé, assiste aux réunions annuelles du Groupe de travail de l'ISP sur les services de santé. Le Groupe fournit des conseils, une orientation et de l'information à l'ISP et à ses affiliés en matière de santé.

de personne à personne

« Au cours de la dernière année et demie, j'ai eu le privilège d'animer des ateliers et des discussions sur l'équité salariale et l'évaluation des emplois dans le cadre d'une campagne sur l'équité salariale. En 2006, j'ai aidé l'ISP à offrir de la formation en évaluation des emplois au Kenya et au Ghana. Au Forum social mondial de janvier 2007, j'ai animé un groupe de discussion de l'ISP sur l'équité salariale. Ce fut un travail enthousiasmant et gratifiant. »

– Anne Didier-Floyd, conseillère du SCFP en évaluation des emplois

PENSER GLOBALEMENT, AGIR LOCALEMENT

En tant que plus grand syndicat d'un pays aussi riche que le Canada, le SCFP a la responsabilité de veiller à ce que les politiques internationales et nationales du pays protègent les travailleurs et les collectivités vulnérables, tant ici qu'ailleurs dans le monde. Nous sommes aussi responsables de soutenir nos confrères et consœurs lorsqu'ils sont victimes d'injustices.

- **Utilisation de l'ALÉNA pour protéger les droits des travailleurs aux É.-U. :** Le SCFP fait partie de plus de deux douzaines d'organisations syndicales du Mexique, des États-Unis et du Canada qui ont déposé, conjointement, une accusation contre les États-Unis en octobre 2006. La loi générale 95-98 de la Caroline du Nord interdit à ses 650 000 employés de la fonction publique de négocier collectivement, ce qui constitue une violation claire et directe du droit international. La plainte a été déposée en vertu de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine du travail (ANACT), qui est l'accord parallèle sur le travail de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA).
- **Dénonciation de l'intégration continentale et du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) :** Des hauts fonctionnaires du Mexique, des États-Unis et du Canada ont tenu des réunions à huis clos et des séances de consultation avec les grandes entreprises pour mettre au point une stratégie visant à créer un bloc en matière d'économie et de sécurité en Amérique du Nord : le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP). Cette initiative secrète fait passer les profits des entreprises avant les besoins des collectivités, menace l'eau potable, l'eau douce et des écosystèmes entiers, met en vente les ressources naturelles et ajoute la « sécurité » à ce programme néolibéral. Le SCFP a commandité et a participé à un colloque intitulé *Non à l'intégration!* organisé par l'un de nos partenaires de coalition, le Conseil des Canadiens. L'activité a eu lieu du 31 mars au 1^{er} avril 2007 à Ottawa. Les participants au colloque ont dénoncé le PSP et ont mis en branle la mobilisation voulue pour le défaire.

- **Lutte aux violations systémiques des droits des travailleurs migrants :** En vertu du Programme fédéral des travailleurs étrangers temporaires (PTET), les gouvernements provinciaux du Canada ont allongé leurs listes d'occupations dont les titulaires peuvent être recrutés à l'étranger. Dans plusieurs provinces, ces listes incluent des emplois qui sont présentement occupés par des membres du SCFP, en particulier dans le secteur des soins de santé. Le PTET permet aux employeurs d'engager de la main-d'œuvre à bon marché sans avoir à fournir ni avantages sociaux, ni sécurité d'emploi. Dans certains cas, des conditions de travail extrêmement mauvaises, proches de l'esclavage, ont été décrites par des travailleurs qui sont logés sur les lieux de travail et qui dépendent entièrement de leurs employeurs pour leur nourriture, leur logement et d'autres besoins. Le SCFP participe à un Groupe de défense des travailleurs étrangers temporaires du CTC qui fait pression sur le gouvernement fédéral pour faire changer cette situation.
- **Appuyons nos soldats – Ramenons-les au pays! :** En octobre 2006, le Conseil exécutif national a adopté une résolution appuyant la politique du CTC sur l'Afghanistan ainsi qu'une résolution faisant appel au gouvernement pour qu'il retire immédiatement les troupes canadiennes de l'Afghanistan, qu'il permette la tenue d'un débat à la Chambre des communes sur tout déploiement futur des soldats canadiens et qu'il augmente l'aide au développement et les initiatives multilatérales de maintien de la paix et d'aide humanitaire là où elles sont vraiment nécessaires.
- **Secours d'urgence en temps de guerre :** Comme beaucoup d'autres, le SCFP a vu avec horreur l'escalade de la violence au Moyen-Orient à l'été 2006. Pour aider les personnes victimes de cette crise, le SCFP a remis 15 000 \$ à la

de personne à personne

Michael Gfroerer a remporté le prestigieux prix Orfea Musica pour deux œuvres musicales qu'il a composées pour Glad Day Bookstore, à Toronto, et Little Sisters Books, à Vancouver, deux librairies qui ont été victimes de discrimination de la part de l'Agence des douanes du Canada à cause du contenu LGBT des ouvrages qu'elles vendent. Membre de la section locale 2998 du SCFP, Michael se joindra aussi à une délégation qui se rendra au festival culturel international arc-en-ciel à Riga, en Lettonie, en 2007.

campagne de secours d'urgence d'Oxfam pour le Liban, la bande de Gaza et Israël.

- **Atténuation des effets de l'embargo en Palestine** : Après l'élection d'un gouvernement palestinien dirigé par le Hamas, et à cause de l'embargo politique imposé par les États-Unis et l'Union européenne, les membres du Syndicat de la fonction publique de la Palestine – un employeur majeur au pays – ont été privés de salaire pendant plus de neuf mois. En réponse, en décembre 2006, le SCFP a donné 15 000 \$ à un fonds d'aide humanitaire destiné à l'Autorité nationale palestinienne créé par l'Internationale des services publics. Le SCFP a invité le gouvernement du Canada à fournir une aide humanitaire à l'Autorité nationale palestinienne et à faire pression sur l'Union européenne et les États-Unis pour qu'ils débloquent les fonds destinés à l'aide au développement en Palestine.
- **Promotion de solutions avec Oxfam** : Le SCFP et Oxfam Canada ont joint leurs forces et ont mis sur pied une campagne intitulée « Dans l'intérêt du public » pour favoriser l'accès universel aux services publics. En décembre 2006,

le Conseil exécutif national du SCFP a approuvé un don de 100 000 \$ pour la campagne. Le SCFP et Oxfam ont demandé aux institutions et aux gouvernements internationaux de respecter leurs engagements et de bonifier leur aide; pour le Canada, cette cible a été fixée à 0,7 pour cent du revenu du pays pour réduire la pauvreté, promouvoir les droits de la personne et mettre en place des services publics comme des systèmes de distribution d'eau potable et des services d'assainissement.

- **Rédaction de lettres pour la justice** : Le SCFP participe souvent à des campagnes syndicales internationales en écrivant des lettres de solidarité. Grâce à nos propres luttes, nous savons que les lettres d'appui de syndicats affiliés peuvent donner le petit coup de pouce dont les travailleurs ont besoin pour poursuivre une grève ou descendre dans la rue. Au cours de la dernière année, le SCFP a envoyé des lettres au Guatemala, en Colombie, aux États-Unis, en Argentine, aux Philippines, en Corée, en Équateur, au Mexique, au Pakistan, en Nouvelle-Zélande, en Iran, en Palestine et ailleurs.



Le président national Paul Moist prenant la parole à un rassemblement du CTC contre les nouvelles lois du travail draconiennes et répressives imposées par le premier ministre australien John Howard, en visite à Ottawa en mai 2006.

ENGAGEMENT ET ÉDUCATION

Chaque jour, le SCFP reçoit des invitations à participer à des projets conjoints, à des sessions d'éducation et à des forums de stratégie. Les connaissances et les perspectives acquises dans le cadre de ces activités renforcent le travail du SCFP aux premières lignes au pays et avec ses partenaires mondiaux.

- **Forum mondial pour la paix** : Ali Mallah (section locale 79) a pris la parole au Forum mondial pour la paix tenu à Vancouver, en juin 2006. Une déclaration conjointe a été rédigée et signée (voir www.worldpeaceforum.ca/fr.html).
- **Commission du développement durable de l'ONU** : La Commission du développement durable (CCD) rassemble chaque année des environnementalistes, des militants communautaires et des syndicalistes pour défier la mondialisation favorisée par les entreprises commerciales. Depuis plusieurs années, Ed Thomas, militant en santé et sécurité (section locale 5167), fait la promotion de la reconnaissance internationale du Jour de deuil du 28 avril aux Nations Unies.
- **Workers Out!** : Les militants lesbiens, gais, bisexuels et trans (LGBT) du SCFP ont participé à ce volet spécial d'une grande conférence internationale sur les droits des LGBT qui avait lieu dans le cadre des Outgames de Montréal, tenus en juillet 2006. En tout, 25 membres et conseillers du SCFP ont participé à la conférence, incluant tous les membres du Comité national du triangle rose du SCFP et le secrétaire-trésorier national Claude Généreux. Le SCFP a présenté des ateliers, organisé une table d'information, présidé des séances et participé à la rédaction du plan d'action final (voir www.scfp.ca/lgbtt/Action_Plan_Workers_).
- **Projet sur les services municipaux (PSM)** : Le SCFP et le Syndicat des travailleurs municipaux de l'Afrique du Sud (SAMWU) sont les deux organisations syndicales qui participent à ce projet de recherche financé par le Centre de recherches pour le développement international du Canada et dirigé par le personnel universitaire de l'Université Queen's de Kingston, en Ontario, et de l'Université Rhodes de Grahamstown, en Afrique du Sud. Le PSM étudie les effets de la décentralisation, de la privatisation et du



(de g. à d.) D'Arcy Lanovaz, vice-président régional, Alberta, et le secrétaire-trésorier national Claude Généreux lors du Congrès de SAMWU.

recouvrement du coût des services de base sur les personnes pauvres et sur la santé publique, industrielle et mentale en Afrique du Sud. Le PSM a permis de déterminer qu'il existe des liens indéniables entre la privatisation et la détérioration des conditions de santé. Anthony Pizzino, directeur du Service de la recherche du SCFP national, est membre du comité de direction.

- **Échange avec les travailleurs municipaux de la Chine** : Le conseiller syndical Jim Gorman a été membre d'une délégation du conseil du travail de Vancouver et du district (VDLC) qui s'est rendue en Chine en août 2006. La délégation a rencontré des membres de la Fédération municipale des syndicats de Beijing (BMFTU), qui représente 3,5 millions de travailleurs, dont la moitié proviennent du secteur public. Les délégués ont rencontré les membres de comités des femmes, de comités d'éducation et de sections locales et ont visité différents lieux de travail. Le VDLC voulait aider la BMFTU à offrir de la formation en négociations. Deux délégations de travailleurs municipaux chinois sont venues rencontrer des membres du CTC et du SCFP à Toronto en août dernier. Les délégués chinois voulaient en apprendre plus sur la privatisation et sur les moyens à prendre pour recruter de nouveaux membres.
- **Congrès du SAMWU** : Claude Généreux, secrétaire-trésorier national, et D'Arcy Lanovaz, vice-président régional pour l'Alberta, se sont joints aux délégués de plus de 10 pays au congrès national du Syndicat des travailleurs municipaux de l'Afrique du Sud (SAMWU) en août 2006.



Conni Kilfoil, conseillère à l'égalité du SCFP national, explique le travail accompli par le SCFP dans les dossiers autochtones pendant un atelier au siège du MEC à Managua, au Nicaragua.

Avec l'importance grandissante de la privatisation, le SAMWU doit décider s'il faut ou non appuyer l'alliance dirigée par le Congrès national africain (ANC).

- **Forum du CTC sur le sida et Congrès international sur le sida** : C'est avec fierté que le SCFP a envoyé trois membres (Gerry Lavallee, Fred Hahn et Kevin Hall) et deux agentes principales (Corina Crawley et Darcie Beggs) au Forum syndical sur le sida organisé par le CTC à Toronto, en août 2006. Les trois mêmes membres ont assisté au XVI^e Congrès international sur le sida qui a suivi, se joignant à de nombreux membres du SCFP, travailleurs des premières lignes de la lutte contre le sida, qui avaient été envoyés par leur employeur. Le forum du CTC a surtout porté sur les moyens à prendre pour faire progresser le travail en matière d'orientation, de défense des droits des travailleurs et de solidarité internationale.
- **Symposium sur le sida au travail** : Le symposium a eu lieu le 6 décembre 2006 à « l'Université de l'ONU » de Tokyo, au Japon. Des exposés y ont été présentés sur la situation au Botswana, en Namibie, au Kenya, en Zambie, en Inde, au Pakistan et au Bangladesh. Corina Crawley, agente principale de recherche du SCFP, y a participé et y a présenté un rapport sur le forum du CTC sur le sida tenu à Toronto plus tôt dans l'année.
- **Forum social mondial (FSM)** : Le 7^e FSM a eu lieu à Nairobi, au Kenya, du 20 au 25 janvier 2007.

Pauline Niles, présidente de la section locale 1 du SCFP, et Anne Didier-Floyd et Corina Crawley, membres du personnel du SCFP, ont participé au Forum au nom du SCFP. Anne Boulet et Wendy Iler, membres du SCFP qui travaillent pour le Syndicat des travailleuses et travailleurs des postes, faisaient aussi partie de la délégation du SCFP. Elles ont participé à des discussions et à des ateliers portant entre autres sur l'emploi et le travail décent comme droits fondamentaux importants, sur l'égalité des femmes, sur l'équité salariale, sur la privatisation de l'énergie et des ressources hydriques, sur les droits des LGBT, sur la souveraineté alimentaire et sur l'annulation de la dette.

- **Conférence d'étude du Commonwealth** : Candace Rennick, vice-présidente régionale pour l'Ontario, et Kevin Rebeck, vice-président régional pour le Manitoba, ont été choisis pour participer à la mission d'étude menée en Inde, en Malaisie et à Singapour en mars 2007. Les participants ont constaté une pauvreté évidente, un manque d'accès à l'éducation et à une eau potable salubre, des niveaux importants d'emploi informel et une infrastructure inadéquate. Ils ont appris que la croissance durable doit inclure le développement social et des investissements en infrastructure axés sur la communauté.
- **Conférences du Caire** : Des centaines de militants pour la paix, les droits de la personne et les services publics se sont rassemblés au Caire, en Égypte, du 29 mars au 1^{er} avril 2007, afin de débattre des moyens à prendre pour consolider le

mouvement pour la paix et exiger une véritable démocratisation. La 5^e Conférence du Caire et le 3^e Forum social du Caire portaient sur l'impérialisme, la tyrannie et l'oppression, l'exploitation et la corruption. Ali Mallah (section locale 79), membre du comité international de coordination de cette conférence depuis un certain temps, a assisté à l'événement.

- **Table ronde internationale sur la reconstruction du secteur public** : Morna Ballantyne, directrice générale de la Direction du développement syndical du SCFP, a assisté à cette table ronde en mars 2007, à New York. La table ronde avait été organisée par le Cornell Global Labor Institute dans le but de discuter de la nécessité, pour les syndicats du secteur public, de collaborer avec la société civile à l'instauration d'une réforme progressiste et à l'expansion du secteur public.
- **Échange des travailleurs de la santé** : L'Échange rassemble régulièrement les membres de syndicats de travailleurs de la santé de tout le continent dans le but de promouvoir la lutte pour

des soins de santé universels, accessibles et publics comme droit fondamental, et de riposter aux accords commerciaux qui favorisent la privatisation des soins de santé. Le SCFP avait organisé la toute première rencontre avec cinq pays à Niagara Falls en 2003. Des réunions ont ensuite eu lieu à Buenos Aires, en Argentine, et à la Havane, à Cuba. Plus de 12 pays y sont représentés, et il y a eu des invités de l'Afrique du Sud et du Royaume-Uni. Ces rencontres ont été rendues possibles grâce à l'appui financier du Fonds pour la justice mondiale du SCFP. Edgar Godoy (président de la section locale 2191 du SCFP) a été choisi pour représenter le SCFP au secrétariat de planification de la 4^e conférence, qui se tiendra à Caracas, au Venezuela.

- **Conférence de 2007 du groupe des services de santé de UNISON** : Doug Allan, conseiller à la recherche du SCFP-Ontario, a accompagné une grande délégation syndicale de la Fédération du travail de l'Ontario à la conférence sur les soins de santé organisée par UNISON, le plus grand syndicat de Grande-Bretagne.



Au Forum social mondial, Pauline Niles (présidente de la section locale 1 du SCFP; à l'avant, à droite) et Wendy Iler (coprésidente de la section locale 1979 du SCFP; à l'avant, 2^e à partir de la droite) sympathisent avec un groupe de jeunes femmes qui vivent à Kibera, Nairobi, le deuxième plus grand bidonville au monde.

FONDS POUR LA JUSTICE MONDIALE

Créé en 1993, le Fonds pour la justice mondiale du SCFP soutient des initiatives qui consolident nos mouvements collectifs en faveur du changement grâce à la coopération et à la solidarité avec des syndicats et des mouvements populaires étrangers. Ensemble, nous améliorons notre capacité à nous organiser, à lutter contre la privatisation et à promouvoir des collectivités dynamiques et vigoureuses.

Le Fonds a appuyé les projets qui suivent en 2006-2007 :

- **Les femmes et la privatisation en Afrique du Sud** : Le SCFP collabore avec le Syndicat des travailleurs municipaux de l'Afrique du Sud (SAMWU) pour soutenir la formation en matière de recrutement de travailleuses et de prestation de services qui leurs sont destinés. Le SCFP en a appris davantage sur les nouvelles tactiques utilisées par les employeurs, comme des contrats mensuels dans le secteur municipal.
- **Privatisation en Colombie** : Des activités contre la privatisation ont été entreprises entre le Canada et la Colombie avec le SCFP, le STTP, l'AFPC et le BCGEU (voir page 16 pour de plus amples détails).
- **Les femmes s'organisent au Canada et en Bolivie** : Dans le cadre d'une activité organisée pour souligner la Journée internationale des femmes à l'Î.-P.-É. en 2007, Alejandrina Ibañez Aramayo, syndicaliste bolivienne, a fait part de son expérience et des défis qu'elle a dû relever, a incité les participantes à agir pour protéger leurs droits et a insisté sur l'importance de la participation des jeunes membres. Les participantes ont aussi rendu hommage à six dirigeantes syndicales, dont la consœur Donalda MacDonald du SCFP.
- **Médias indépendants au Guatemala** : La section locale 1281 du SCFP collabore avec l'Alliance pour la paix et la vie au Guatemala, pour mettre en ondes *Radio Libertad* : *La Vos de los Sin Voz* (Radio liberté : la voix des sans-voix). Les membres font la promotion de la démocratie, de la vie communautaire, du commerce local équitable et des actions collectives menées pour un monde juste.
- **Recherche sur un conflit au Guatemala** : Roxanne Wales (section locale 38) a travaillé avec une organisation communautaire dans une région en grande partie autochtone du Guatemala dans

le but d'évaluer le conflit qui fait rage sur la mise en valeur de la région de Peten, un projet visant à créer une infrastructure pour des fins commerciales.

Avec le SCFP-C.-B., le Fonds pour la justice mondiale a aussi appuyé les projets suivants :

- **Éducation des travailleurs à Cuba** : Le SCFP a collaboré avec le Syndicat national de l'administration publique (SNTAP) pour acheter du matériel et construire des salles de classe qui permettent chaque année à 800 travailleurs de recevoir une formation.
- **Droits des travailleurs et des femmes au Nicaragua** : Collaboration à long terme avec le Mouvement Maria Elena Cuadra (MEC) des travailleuses et des chômeuses pour trouver une solution aux problèmes de santé et de sécurité dans les zones de maquilas (libre-échange). Le MEC est une force importante en faveur de la justice sociale au Nicaragua.
- **Droits de la personne et des travailleurs en Colombie** : Un projet de quatre ans a été entrepris avec SINTRAEMCALI, le syndicat qui représente les travailleurs municipaux de la ville de Cali, et NOMADESC, une organisation de défense des droits de la personne. Le projet vise à former des syndicalistes et d'autres militants pour qu'ils puissent défendre leurs droits. Les leaders de NOMADESC sont constamment menacés, tant dans leur vie privée qu'au travail; la solidarité du SCFP est vitale pour leur permettre de faire leur travail.

Avec le Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH), la division des services de santé du SCFP en C.-B., le Fonds a aussi contribué au projet suivant :

- **Droits des travailleurs et santé et sécurité en Amérique latine** : Partenariat avec CoDevelopment Canada pour soutenir les efforts déployés par les travailleurs des maquilas qui veulent améliorer leurs droits et remédier aux problèmes de santé et sécurité au Guatemala, au Honduras, au Salvador et au Nicaragua.

de personne à personne

Catherine Senior, membre de la section locale 1182 du SCFP de Sudbury, a recueilli 1 000 \$ auprès des sections locales du SCFP et du SCFP national pour soutenir le travail qu'elle a entrepris à Trujillo, au Pérou. Là-bas, Catherine a passé un mois à éduquer les enfants de la rue tout en vivant dans une extrême pauvreté. L'argent donné par le SCFP a servi à acheter du matériel de sport pour sept écoles de la région, ainsi que des vêtements et des souliers pour 200 enfants.

LES SECTIONS LOCALES DU SCFP S'ENGAGENT

Une partie du travail international du SCFP est appuyée par le Fonds pour la justice mondiale. Le Comité national pour la justice mondiale recommande des projets au Comité exécutif national du SCFP en fonction de critères établis au congrès national du SCFP de 2001. Le Fonds est soutenu par les sections locales du SCFP, par le SCFP national et par des membres et du personnel individuels du SCFP. Il reçoit aussi de l'argent de l'Agence canadienne de développement international ainsi que des contributions des employeurs obtenues à la table des négociations.

Les sections locales du SCFP qui ont contribué au Fonds pour la justice mondiale en 2006-2007 sont :

- **Section locale 974**, Clinique communautaire de Saskatoon, Saskatchewan
- **Section locale 2440**, CUSO, Ottawa, Ontario
- **Section locale 3008**, Association Resi-Care du Cap-Breton, Glace Bay, Nouvelle-Écosse
- **Section locale 3371**, Conseil canadien pour la coopération internationale, Ottawa, Ontario
- **Section locale 3479**, North Island College, Courtenay, Colombie-Britannique
- **Section locale 3912**, Dalhousie, universités St. Mary's et Mount St. Vincent, Halifax, Nouvelle-Écosse
- **Section locale 3963**, Prince Albert Cooperative Health Centre, Saskatoon
- **Section locale 4326**, Cumberland County Transition House, Amherst, Nouvelle-Écosse
- **Section locale 5167**, Ville de Hamilton, Ontario

Certaines sections locales ont négocié la retenue à la source d'une petite contribution sur la paie de chaque membre. D'autres ont choisi de faire des contributions à même leurs fonds. Les sections locales intéressées à contribuer au Fonds pour la justice mondiale peuvent le faire à www.scfp.ca/globaljusticefund. Le SCFP national et nos partenaires du monde entier vous remercient pour l'appui que vous accordez à nos activités de solidarité internationale!



Sandra Van Niekerk, directrice de l'éducation au Syndicat des travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (SAMWU), aide les participants à l'atelier à planifier la prochaine phase d'un projet mené par le SCFP et le SAMWU.

de personne à personne

Les professeurs à temps partiel de la section locale 3912 du SCFP à Halifax, en N.-É., viennent de s'engager à donner 500 \$ par année au Fonds pour la justice mondiale.

LES ACTIVITÉS DU SCFP DANS LE MONDE



Le SCFP participe à des projets de solidarité internationale dans de nombreux pays. Chacun des activités qui suivent est indiquée sur la carte.

AMÉRIQUE DU SUD ET AMÉRIQUE CENTRALE

1. Mobilisation des femmes, Bolivie
2. Lutte contre la privatisation, Colombie
3. Défense des droits de la personne et des droits des travailleurs, Colombie
4. Droits des travailleurs et droits des femmes, Nicaragua
5. Appui aux travailleurs des zones de libre-échange du Guatemala, du Honduras, du Salvador et du Nicaragua
6. Recherche sur un conflit, Guatemala

7. *Radio Libertad*, média indépendant, Guatemala
8. Échange des travailleurs de la santé, Cuba
9. Solidarité à long terme, Cuba
10. Éducation des travailleurs, Cuba

AMÉRIQUE DU NORD

11. Éducation sur le conflit entre la Palestine et Israël, C.-B.
12. Forums internationaux sur la paix, Vancouver, C.-B.
13. Coalition syndicale contre la guerre, C.-B.
14. Formation et engagement locaux, C.-B.
15. Rencontres sur l'eau avec le président de la Coalition de l'eau du Mexique, C.-B.
16. Pratiques syndicales chez Wal-Mart, Alb.



28. Symposium sur l'intégration continentale, Ottawa, Ont.
29. Forum sur la solidarité internationale, Ottawa, Ont.
30. Manifestation « Un statut pour toutes et tous », Ottawa, Ont.
31. Conférence internationale « Workers Out! » sur les droits des LGBT, Montréal, Qc
32. Éducation sur les enjeux liés à l'eau, N.-B.
33. Pratiques syndicales chez Wal-Mart, Î.-P.-É.
34. Mobilisation des femmes, Î.-P.-É.
35. Solidarité avec Cuba, N.-É.
36. Conférence internationale sur l'eau, Amherst, MA
37. Table ronde internationale sur le secteur public, New York, NY
38. Conférence de l'ONU sur le développement durable, New York, NY
39. Jour de deuil pour les travailleurs, 28 avril, New York, NY
40. Action conjointe pour les droits de négociation du secteur public, Caroline du Nord

EUROPE

41. Conférence sur les soins de santé organisée par UNISON, Brighton, Angleterre
42. Négociations, arbitrage, échanges sur la santé et la sécurité, France
43. Échanges de travailleurs du secteur public, France et autres pays européens
44. Réunion du Groupe de travail de l'ISP sur les services de santé, Genève, Suisse
45. Réunion du Groupe de travail de l'ISP sur le secteur public, Genève, Suisse

MOYEN-ORIENT ET ASIE

46. Conférence du Caire sur la paix, Égypte
47. Atténuation des effets d'un embargo, Palestine
48. Secours d'urgence en temps de guerre, Palestine
49. Conférence d'étude du Commonwealth, Inde
50. Échanges des travailleurs municipaux, Chine
51. Symposium international sur le sida, Japon
52. Impact des activités minières d'entreprises canadiennes, Indonésie

AFRIQUE

53. Effets de la guerre civile, Ouganda
54. Formation de l'ISP en équité salariale et évaluation des emplois, Kenya
55. Mobilisation sur les dossiers de l'eau et de l'énergie, Forum social mondial, Kenya
56. Projet sida, Mozambique
57. Formation sur les femmes et la privatisation, Afrique du Sud
58. Projet sur les services municipaux, Cape Town, Afrique du Sud
59. Congrès du SAMWU, Afrique du Sud
60. Soutien aux orphelins de la pandémie du VIH, Afrique du Sud

17. Dossiers liés aux travailleurs migrants, Alb.
18. Mobilisation des femmes, Sask.
19. Conférence des jeunes sur le développement international, Brandon, Man.
20. Partenariats sur la lutte contre le sida dans les communautés autochtones du Nord, Man.
21. Promotion du commerce équitable, Man.
22. Mobilisation contre la guerre, Toronto, Ont.
23. Conférence syndicale Canada-Cuba, Toronto, Ont.
24. Forum international sur le sida et conférence, Toronto, Ont.
25. Solidarité avec le peuple palestinien, Toronto, Ont.
26. Réseau solidarité internationale Toronto, Toronto, Ont.
27. Atelier sur la solidarité internationale, Toronto, Ont.

REMARQUE : Cette carte géographique est une carte de projection de Peters, sur laquelle les pays sont représentés en taille relative exacte. Il s'agit d'une façon différente de représenter la Terre par rapport aux cartes standard centrées sur l'Europe et l'Amérique du Nord.

ACTIVITÉS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DANS LES RÉGIONS

Les divisions du SCFP ont une réputation bien établie en matière de travail international. Il existe des groupes de travail ou des comités de solidarité internationale dans la plupart des provinces. Des représentants de chacune des divisions régionales du SCFP, ainsi que d'Oxfam et de CUSO, siègent aussi au Comité national pour la justice mondiale.

SCFP de la Colombie-Britannique

En plus des projets conjoints menés avec le SCFP national, les activités du SCFP-C.-B. ont inclus les suivantes :

- **Fonds Colleen-Jordan** : Créé au congrès du SCFP-C.-B. de 2005 comme source stable de financement pour le travail de solidarité internationale, avec une hausse des cotisations de 0,01 % entrée en vigueur en janvier 2006. Le Fonds soutient le travail humanitaire et de solidarité à l'étranger et au Canada.
- **Formation et engagement au niveau local** : Promotion du travail international du SCFP-C.-B. auprès des membres et cours sur la solidarité internationale offerts aux membres du SCFP.
- **Orphelins du sida** : Appui aux « Go Go Grannies », une organisation qui travaille avec les milliers d'enfants devenus orphelins à cause de la pandémie du VIH en Afrique du Sud, grâce à des contributions offertes à la Fondation Stephen Lewis.



(de g. à d.) Thom Marshall (section locale 6001), Osvaldo Villeda (section locale 6175) et Joey Hartman, conseillère du SEH auprès du Comité du SEH pour la justice et la paix dans le monde, au rassemblement pour la paix du 28 octobre 2006 à Vancouver.

- **Moyen-Orient** : Travail par l'entremise du Comité national pour la justice mondiale pour informer les membres du SCFP sur le conflit entre la Palestine et Israël au sujet des territoires occupés.
- **Solidarité à long terme avec Cuba** : Travail avec le Syndicat national des travailleurs de l'administration publique (SNTAP) depuis de nombreuses années, pour soutenir l'amélioration des communications entre membres ainsi que l'éducation.

Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH), la division des services de santé du SCFP en C.-B.

En plus de projets conjoints avec le SCFP national, les activités du SEH ont inclus les suivantes :

- **Nouveau comité pour la justice et la paix dans le monde** : Élaboration d'un programme complet visant à inciter les membres du SEH à tenter d'en savoir plus sur la solidarité internationale et sur la promotion de la paix dans le monde.
- **Syndicats de la C.-B. contre la guerre** : Adhésion à un nouveau groupe intersyndical pour la paix. Sa nouvelle banderole pour la paix a été déployée bien en vue à de nombreux rassemblements dans la région de Vancouver.

SCFP-Alberta

- **Travailleurs migrants** : Visionnement du film *El Contrato* (Le Contrat), une œuvre sur les conditions difficiles des travailleurs migrants au Canada. Avec la prospérité de l'économie, les problèmes des travailleurs migrants continueront à être un enjeu clé en Alberta.
- **Pratiques syndicales chez Wal-Mart** : Visionnement du film *Wal-Mart: The High Cost of Low Prices* (Wal-Mart : Le coût élevé des bas prix). Le film dénonce les pratiques syndicales de Wal-Mart, tant au Canada que dans ses usines du reste du monde. Les membres du SCFP ont été invités à s'abstenir d'acheter à ces magasins.

SCFP-Saskatchewan

- **Privatisation en Colombie** : Sharm Dursun (section locale 4980) a participé à la première Tournée de solidarité en Colombie, du 29 juin au 11 juillet 2006.

- **Fonds humanitaire Glen Makahonuk :**
Adoption d'une résolution visant à déterminer les mesures à prendre pour créer un fonds de solidarité basé sur une capitation.
- **Les femmes se mobilisent au Guatemala :**
Au congrès du SCFP-Saskatchewan à Regina, le 7 mars 2007, allocution de Giovana Lemus Perez, du Réseau contre la violence au Guatemala, sur les efforts déployés par le Réseau pour mettre fin à la violence contre les femmes au Guatemala et lutter pour les droits des femmes.

SCFP-Manitoba

- **Commerce équitable au Manitoba :**
Participation à la fondation « Fair Trade Manitoba » (www.fairtrademanitoba.ca), une organisation progressiste appuyant les militants syndicaux et communautaires qui font la promotion du commerce équitable.
- **Projets sur le sida au Canada et au Mozambique :** Travail sur le sida avec des syndicats du Mozambique, et début d'un partenariat avec des organismes autochtones qui aident les personnes atteintes du VIH au nord du Manitoba.
- **Guerre civile en Ouganda :** Collaboration avec des Ougandais et avec l'Association Ouganda-Canada à des projets visant à aider des personnes victimes des effets de la guerre civile.
- **Jeunesse et développement international :**
Soutien à une conférence organisée par la division scolaire de Brandon et intitulée « Youth Making a Difference – Changing the World » (Des jeunes qui peuvent changer le monde) en avril 2006, avec Stephen Lewis, envoyé spécial de l'ONU sur le sida en Afrique, comme conférencier invité.

SCFP-Ontario

- **Réseau de solidarité internationale de Toronto :** Création d'un site Web, d'un serveur de liste et d'un bulletin comme outils d'éducation et de coordination de campagnes locales et internationales sur divers enjeux internationaux.
- **Occupation de la Palestine par Israël :**
Adoption d'une résolution au congrès du SCFP-Ontario de mai 2006 condamnant l'occupation de la Palestine par les Israéliens et exigeant une campagne d'information et une campagne internationale de boycottage et de retrait des investissements.



Sophie Harkat, qui prenait la parole le lendemain du jour où son mari, Mohammed Harkat, a été libéré de sa détention en vertu d'un certificat de sécurité et assigné à résidence – à la manifestation « Un statut pour toutes et tous » à Ottawa.

- **Forum sur la solidarité internationale :**
Organisation d'un forum à Ottawa avec des conférenciers de l'Alliance action solidarité avec la Colombie, le Réseau d'action Canada Haïti, le Comité Justice pour Mohamed Harkat et la Coalition contre l'apartheid israélien.

de personne à personne

« En tant qu'êtres humains, nous sommes inextricablement liés les uns aux autres. Il est plus que jamais temps de faire des droits de la personne la pierre angulaire d'une solution mondiale au problème du sida ».

– Gerry Lavalée, membre et militant LGBT, Division du transport aérien (section locale 4092)

- **Manifestation « Un statut pour toutes et tous »** : Participation à l'organisation de la Journée nationale d'action contre les déportations, avec le Comité de solidarité internationale et le Comité Justice pour Mohamed Harkat, le 27 mai 2006. Des travailleurs communautaires des premières lignes, des syndicalistes et des membres du mouvement pour les personnes cherchant refuge dans un lieu de culte ont pris la parole.
- **Mouvement contre la guerre** : Participation très active à la coalition syndicale-communautaire qui a organisé les manifestations à Toronto pendant les bombardements de Gaza et du Liban.
- **Fête du Travail** : Organisation d'un char allégorique « Solidarité avec la Palestine » et distribution de dépliants d'information avec la Coalition de Toronto contre l'apartheid israélien.
- **Coalition contre l'apartheid israélien** : Participation à la planification et à l'organisation de la campagne d'information pour la section syndicale de la conférence, tenue du 6 au 8 octobre 2006 à Toronto.
- **Conférence syndicale Canada-Cuba** : Participation à l'organisation de la conférence tenue à Toronto en novembre 2006.
- **Campagne d'information sur le Moyen-Orient** : Élaboration et mise en œuvre d'une campagne d'information sur l'occupation de la

Palestine par Israël pour que les membres du SCFP de divers secteurs et sections locales ayant reçu une formation puissent soulever la question aux conseils régionaux et aux assemblées générales des membres des sections locales, aux rencontres provinciales et aux rencontres des présidentes et présidents.

- **Atelier sur la solidarité internationale** : Animation d'un atelier à l'école du SCFP de l'Ontario en février 2007 sur Oaxaca, au Mexique; le Darfour; les Philippines; la lutte des Six Nations en Calédonie; et la Palestine.

SCFP-Québec

- **Le droit à l'énergie** : Maintien de relations à long terme avec « Droit à l'énergie – SOS Futur », une coalition d'organisations européennes et internationales et de travailleurs d'Hydro-Québec créée pour défendre le droit mondial à l'énergie pour tous. La coalition a tenu son assemblée générale et la réunion de son conseil d'administration à Montréal et a accueilli des participants de l'Europe, de l'Afrique, de l'Asie, des Amériques et des Caraïbes.
- **Négociations, arbitrage, santé et sécurité** : Participation à des échanges de travailleurs entre le Québec et la France par l'entremise de la Fédération nationale des mines et de l'énergie (FNME), basée en France. En 2006, la section locale 1500 du SCFP a envoyé cinq vice-présidents visiter des usines et rencontrer les travailleurs.
- **Voyages d'échanges internationaux** : Participation à des échanges de deux semaines à divers endroits, avec visites à des centrales électriques et autres entreprises publiques. Les participants ont assumé la plus grande part de leurs frais. En 2006, les membres se sont rendus en Italie, en Roumanie, en Grèce et au Maroc, de même que dans plusieurs villes de France.
- **Solidarité avec la FTQ** : Participation à du travail international par l'entremise du Service de la solidarité internationale de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).

SCFP-Nouveau-Brunswick

- **Les femmes se mobilisent en Bolivie** : Allocution d'Alejandrina Ibañez Aramayo, à Moncton et Saint-Jean, en mars 2007. La syndicaliste bolivienne a raconté aux membres du SCFP et à d'autres militants communautaires son expérience et les défis qu'elle a dû relever pour mobiliser les travailleuses.



Collaboration avec les membres de Maria Elena Cuadra (MEC), une organisation de travailleuses des zones de libre-échange (maquilas) du Nicaragua. Sens horaire, à partir de l'arrière, à gauche : Lisa Claxton, personnel du BCGEU; une organisatrice du MEC; Conni Kilfoil, conseillère à l'égalité du SCFP national; Hilda, organisatrice du MEC; Carlene Keddie vice-présidente générale du SCFP-C.-B.; Teresa, organisatrice du MEC; Susan Zander, vice-présidente générale du SCFP-C.-B.; et Megan Ashbury et Joey Hartman, membres du personnel du SEH.

- **Eau** : Information sur la privatisation des services publics d'eau dans d'autres pays, en collaboration avec le Conseil des Canadiens.

SCFP de l'Île-du-Prince-Édouard

- **La tournée Wal-Town** : Contribution à la tournée Wal-Town de la division des Maritimes en janvier 2007 sur l'impact de Wal-Mart tant au pays qu'ailleurs dans le monde. Visionnement du film de l'ONF *Wal-Mart: The High Cost of Low Prices* (Wal-Mart : le coût élevé des bas prix) à Summerside et à Charlottetown.
- **Impact des activités minières des entreprises canadiennes sur les communautés autochtones** : Association avec l'Institute of Island Studies pour appuyer une tournée entreprise par des femmes indonésiennes préoccupées par l'impact des sociétés minières canadiennes sur l'environnement des communautés autochtones à l'automne 2006.
- **Santé à Cuba, privatisation en Colombie** : Les membres ont participé aux tournées en Colombie (Tracy Falls, section locale 3324) et à Cuba (Nancy Ingalls, section locale 805) à l'automne 2006.
- **Les femmes se mobilisent en Bolivie** : Accueil de la syndicaliste bolivienne Alejandrina Ibañez Aramayo dans le cadre d'une activité organisée par le SCFP et CUSO pour la Journée internationale des femmes à Charlottetown, Î.-P.-É.
- **Hommage à une dirigeante** : Doreen Wall, présidente fondatrice du SCFP-Î.-P.-É., membre de longue date du Comité national pour la justice mondiale et militante locale pour des enjeux de justice dans le monde, a pris sa retraite à la fin de 2006.

SCFP-Nouvelle-Écosse

- **Solidarité avec Cuba** : Participation à un groupe d'amitié et de solidarité Nouvelle-Écosse-Cuba actif depuis 20 ans. Organisation de nombreuses activités, dont la célébration annuelle de la « Journée Moncada », des activités de financement et la collecte de matériel pédagogique, de vêtements et d'instruments de musique pour des groupes cubains.
- **Privatisation en Colombie** : Barbara Moore (section locale 3912) a participé à la tournée syndicale de l'automne 2006.



- **Nouveau comité en voie de création** : Adoption d'une résolution à soumettre au congrès pour la création d'un comité permanent pour la justice dans le monde à la division de la N.-É.

SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador

- **Hausse de l'intérêt suscité par les enjeux internationaux** : Début de participation à la campagne SCFP-Oxfam Canada en faveur de services publics universels. Robert Fox, directeur exécutif d'Oxfam Canada (et ancien directeur du Service des communications du SCFP national), a participé à prendre la parole au congrès de la division. En outre, adoption d'une résolution sur l'accroissement des activités de solidarité internationale au congrès.
- **Édification de l'appui aux enjeux de solidarité internationale** : Grâce aux discussions sur des enjeux internationaux qui ont lieu aux assemblées des sections locales, les contributions de un pour cent par membre par mois au Fonds pour la justice mondiale augmentent.

de personne à personne

À la conférence *LabourTech* tenue à San Francisco en novembre 2006, la conseillère du service des communications, Pat Daley, a expliqué que la technologie peut être un outil de travail en militantisme, notamment pour élaborer des stratégies visant à intégrer les points de vue des travailleurs aux rapports des médias et à utiliser l'Internet dans les campagnes de solidarité.

MILITANTISME SYNDICAL EN COLOMBIE

Les syndicats colombiens affrontent avec courage un gouvernement extrêmement répressif qui restructure le secteur public par une privatisation tous azimuts. Les syndicalistes travaillent avec des défenseurs des droits de la personne, des représentants de la société civile, des campesinos (fermiers) et des étudiants pour empêcher la destruction des services publics.

« Défendre les services publics : travailleurs canadiens et colombiens au cœur de l'action » est un projet conçu pour édifier la solidarité entre les syndicalistes du secteur public des deux pays. Après avoir reçu des syndicalistes colombiens au Canada en 2004 et en 2005, des participants canadiens du SCFP, du STTP, de l'AFPC et du BCGEU – des syndicats qui luttent contre la privatisation et la sous-traitance des services publics canadiens – se sont rendus en Colombie en juillet et novembre 2006. Les membres du SCFP de ces tournées étaient Ken Davidson (section locale 1004), Sharm Dursan (section locale 600), Tracy Fall (section locale 3324), Joanne Foote (section locale 3257), Barbara Moore (section locale 3912), Barbara Wood (section locale 1004-13) et Dennis Lewycky, conseiller aux communications et à la recherche. Le soutien financier pour la tournée est venu du Fonds du SCFP pour la justice mondiale.

Les travailleurs colombiens ont échangé avec les travailleurs canadiens sur la privatisation du système postal et du système de soins de santé, des services municipaux, des banques et des universités. Des milliers de travailleurs ont perdu leur emploi et il est devenu plus difficile d'avoir accès aux services.



Les membres du SCFP, du STTP et de l'AFPC ont rencontré quelques-uns des 5000 campesinos (fermiers) à Suarez, en Colombie, qui ont perdu leurs terres et leur gagne-pain à cause de la construction du barrage hydroélectrique de Salvajina.



Les participants à la Tournée Canada-Colombie, avec des membres de l'Association des employés publics de l'Ombudsman pour les droits de la personne (ASDEP), à Bogota, en Colombie.

D'autres services publics fournis par le gouvernement pourraient être vendus à des entreprises privées, souvent étrangères.

À l'heure actuelle, la Colombie est le pays où il est le plus dangereux d'être syndicaliste ou journaliste. Des milliers ont été tués et ceux qui tentent de dénoncer la corruption et de s'opposer à la privatisation risquent toujours la mort. Les participants canadiens ont appris que le gouvernement a recours à la violence pour transformer la société colombienne de façon à servir le marché mondial. Des millions de gens ont été chassés de leur foyer et de leurs terres et l'insécurité règne dans l'ensemble de la société. Aujourd'hui, avec l'aide d'une organisation de recherche colombienne, des syndicats du secteur public et du Fonds du SCFP pour la justice mondiale, des villageois apprennent à défendre leurs droits.

À la fin de leur séjour en Colombie, les membres du SCFP étaient plus déterminés que jamais à lutter contre la privatisation au Canada et à agir pour appuyer leurs homologues colombiens.

de personne à personne

En juillet 2006, les membres de la tournée syndicale SCFP-STTP-AFPC ont assisté à la cérémonie de remise des diplômes de 19 stagiaires en droits de la personne à Cali, en Colombie. Les étudiants ont été très heureux de recevoir le diplôme et l'épinglette qui leur ont été remis par le vice-président général du SCFP-C.-B., Ken Davidson, en reconnaissance de leur travail.

L'EAU PUBLIQUE EST UN DROIT

Dans le monde, une personne sur cinq n'a pas accès à une eau potable salubre. Au Canada, les ressources en eau sont menacées par la rareté, la contamination, une infrastructure en déclin, la privatisation et une insistance croissante à considérer l'eau comme une marchandise que l'on peut vendre.

Au Canada ou ailleurs, la sécurité de l'eau est un droit fondamental. De nombreuses communautés autochtones et collectivités rurales pauvres du Canada n'ont pas accès à une eau potable salubre et limpide et doivent constamment faire bouillir leur eau, sans parler des dangers de l'exposition à des maladies d'origine hydrique qui les menacent. Le manque d'eau dans le monde a pris des proportions de crise, une crise qui est encore exacerbée par les partenariats public-privé et d'autres formes de privatisation. Certains organismes internationaux de finances et de développement commencent à se rendre compte que la privatisation n'a pas réussi à améliorer l'accès à l'eau pour les gens pauvres.

« Our Communities, Our Water » (Nos collectivités, notre eau) est le titre d'une conférence à laquelle ont assisté Danny Cavanagh, président du SCFP de la Nouvelle-Écosse et membre du Conseil exécutif national, et Corina Crawley, agente principale de recherche au SCFP national. La conférence s'est déroulée à Amherst, au Massachusetts, en septembre 2006. Les conférenciers ont surtout parlé des dangers des diverses formes de privatisation de l'eau, de contamination de l'environnement et de solutions communautaires. Certaines sociétés des eaux font d'immenses profits en embouteillant de l'eau traitée par le système public, ou en épuisant des sources d'eau douce locales. L'inquiétude suscitée par l'intérêt des entreprises américaines pour l'eau du Canada et les projets



Une fillette recueille de l'eau à Raghurajppur, dans l'Orissa, en Inde.

d'exportation d'eau en vrac et autres formes de détournement était évidente.

Aussi en 2006, le SCFP s'est joint à un vaste réseau d'alliés internationaux pour lancer la campagne « Octobre bleu » – un mois d'activités internationales visant à contester la mainmise des entreprises sur l'eau et à protéger l'eau en tant que ressource naturelle partagée accessible à tous. Le mois d'octobre a été choisi pour souligner l'adoption, le 31 octobre 2004, d'une modification à la constitution de l'Uruguay reconnaissant que l'accès à l'eau est un droit fondamental et rendant illégale l'exploitation à but lucratif des systèmes d'eau communautaires.

Le SCFP de la Colombie-Britannique a invité Claudia Campero, présidente de la Coalition mexicaine pour le droit à l'eau (COMDA), en novembre 2006. La consœur Campero a participé à une grande conférence sur l'eau à Qualicum et a assisté à une série de petites réunions et à une rencontre plus importante à Vancouver organisée conjointement par Oxfam Canada, CoDevelopment Canada et le Conseil des Canadiens.

Au Forum social mondial de 2007, à Nairobi, au Kenya, les membres et les conseillers du SCFP ont entendu les



Des gens remplissent leurs bouteilles d'une eau contaminée provenant d'une mare à canard urbaine, au parc Uhuru, à Nairobi, au Kenya.



Collecte d'eau à Cape Town, en Afrique du Sud.

conférenciers parler du manque d'accès à une eau potable salubre dans les collectivités pauvres causé par la privatisation, et du succès de la distribution d'une eau potable contrôlée par le secteur public aux gens qui en ont besoin. Le « Réseau Africain de l'Eau » a été créé à Nairobi, dans la foulée d'un mouvement croissant pour défendre l'eau publique contre la privatisation. Parmi les autres réseaux qui sont actifs dans le domaine, on peut citer « Red Vida », en Amérique latine, les Amis internationaux du Réseau du droit à l'eau et un réseau canadien informel de militants de l'eau. Le SCFP a des liens avec chacune de ces alliances.

La Journée mondiale de l'eau est le 22 mars. En 2007, le SCFP a participé à une journée nationale d'action pour promouvoir le droit à l'eau comme bien public plutôt que comme source de profit. Les militants ont fait parvenir des messages au premier ministre Harper exigeant que le Canada revienne sur sa honteuse opposition au droit à l'eau et se joigne au nombre croissant de pays qui ont formellement reconnu que l'accès à une eau potable limpide, salubre et à coût abordable est un droit fondamental. Paul Moist, président national du SCFP, a recommandé vivement à Stephen Harper d'aider à améliorer l'accès à une eau publique salubre dans les pays du Sud.

Le SCFP appuie la campagne de KAIROS qui considère l'eau comme un cadeau sacré, une fiducie publique et un droit fondamental. La campagne fait présentement pression sur le gouvernement canadien pour qu'il assure le respect des lois sur l'environnement au pays et qu'il adopte des lois exécutoires qui tiendront les entreprises

responsables des violations environnementales commises à l'étranger. Le SCFP s'est aussi joint à l'Internationale des services publics pour lier la question de l'eau à la situation des femmes et pour exiger que les gouvernements reconnaissent leur responsabilité de fournir des services d'eau de qualité à tous leurs citoyens.

Le SCFP continue à promouvoir le financement public, le contrôle communautaire et les partenariats public-public entre gouvernements comme solutions aux problèmes de sécurité de l'eau. Les membres du SCFP travaillent en coalition avec d'autres pour exiger l'accès garanti à une eau potable salubre pour tous. Que ce soit au Nouveau-Brunswick ou en Tanzanie, l'eau est un droit fondamental, une ressource communautaire qui ne doit pas être exploitée à des fins lucratives. Il est essentiel que nous continuions à édifier et à améliorer nos stratégies et nos outils pour la protection de l'eau publique.

de personne à personne

Le SCFP national a fourni un soutien financier à Patricia Chong, membre de la section locale 3906 du SCFP et aide-enseignante à l'Université McMaster de Hamilton, en Ontario, pour lui permettre de suivre un cours de maîtrise d'un an en politiques syndicales et mondialisation à la Global Labour University (GLU) en Allemagne, à compter d'octobre 2007. La GLU reçoit des étudiants du monde entier préoccupés par la défense des travailleurs et la justice sociale dans leur pays.

AFFILIÉS, RELATIONS ET COALITIONS

L'expérience du SCFP et de ses partenaires internationaux nous enseigne que la mobilisation en vue de la victoire exige un travail de coalition. Les partenariats sont un volet important de la plupart des campagnes et activités et sont souvent essentiels à la lutte contre la privatisation, ainsi qu'à l'édification et à la défense de nos collectivités.



(de g. à d.) Fred Hahn (secrétaire-trésorier, division du SCFP de l'Ontario), Bobby Nand (section locale 4400) et Marie Clarke Walker (vice-présidente du CTC, membre du section locale 4400 du SCFP) participent au Forum syndical du CTC sur le sida tenu à Toronto en août 2006.

Organismes internationaux au sein du SCFP

Le SCFP a la chance de compter parmi ses membres des gens qui travaillent pour des organismes dont le travail international est leur raison d'être. Beaucoup des militants internationaux les plus engagés du SCFP sont au service des organisations suivantes, qui offrent des services et un soutien inestimables.

- **Conseil canadien pour la coopération internationale, section locale 3371** : Coalition d'organisations du secteur bénévole canadien qui travaillent au niveau international en faveur d'un développement humain durable, le CCCI comprend des groupes de travail régionaux qui font de la recherche et du lobbying en matière d'aide internationale et de politique liée au commerce.
- **CoDevelopment Canada, section locale 1004-13** : « Codev » bâtit des alliances entre syndicats, groupes communautaires et groupes de femmes au Canada, en Amérique latine et à Cuba depuis 26 ans. CoDevelopment coordonne de nombreux projets appuyés par le Fonds du SCFP pour la justice mondiale.
- **Service universitaire canadien outre-mer, section locale 2440** : CUSO est une

organisation de développement international basée au Canada qui travaille avec des groupes partenaires et des individus à la promotion de l'égalité et de la liberté, à la sauvegarde des cultures et des communautés et à la protection de l'environnement.

- **KAIROS, section locale 4557** : Organisme de coordination des églises canadiennes, KAIROS s'occupe d'enjeux internationaux comme la dette, l'énergie, l'eau, le sida, les droits de la personne, le commerce et la pauvreté.
- **Oxfam Canada, section locale 2722** : Fondé en 1963, Oxfam soutient des programmes communautaires internationaux dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé, de la nutrition et du développement démocratique, en insistant particulièrement sur le travail avec les femmes. D'importants enjeux communs, comme des services publics de qualité et la défense des droits des femmes, ont mené à l'élaboration, entre le SCFP et Oxfam Canada, d'une campagne conjointe qui sera lancée en 2007-2008.

Affiliations

Dans le cadre d'un réseau mondial de militants syndicaux, le SCFP est officiellement affilié à des organisations qui défendent l'intérêt des membres du SCFP au niveau international.

- **Congrès du travail du Canada (CTC)** : Le SCFP est le plus grand syndicat affilié du CTC, qui compte 3 millions de membres. Le Service international du CTC coordonne des projets dans le monde entier, tout comme le Programme syndical de développement international qui permet au Fonds du SCFP pour la justice mondiale de profiter d'un financement de l'Agence canadienne de développement international.



(de g. à d.) Anne Boulet et Wendy Iler (coprésidentes de la section locale 1979 du SCFP) ont été déléguées au Forum social mondial de 2007 à Nairobi par leur section locale des employés du Syndicat des travailleuses et travailleurs des postes.



Marche pour la paix du 28 octobre 2006 à Vancouver. Megan Schlase (section locale 15) tient le centre de la banderole « Out of Afghanistan » (Hors de l'Afghanistan).

- **Internationale des services publics (ISP) :** Le SCFP est directement affilié à l'ISP, une fédération syndicale mondiale formée de plus de 650 syndicats. Ensemble, ces syndicats représentent plus de 20 millions de travailleurs qui fournissent des services publics dans 150 pays et défendent les droits des travailleurs du secteur public dans le monde entier (voir la p. 2 pour de plus amples détails).
- **Confédération syndicale internationale (CSI) :** En 2006, la Confédération internationale des syndicats libres a fusionné avec la Confédération mondiale du travail et huit autres organisations syndicales nationales pour former la CSI. La CSI représente 168 millions de travailleurs par l'entremise de ses 306 organisations affiliées dans 154 pays et territoires. Le SCFP est affilié à la CSI par la CTC.
- **Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) :** Le SCFP est affilié à l'ITF, fondée il y a 100 ans. La Fédération représente 4,5 millions d'ouvriers du transport de 681 syndicats répartis dans 148 pays. L'ITF coordonne le travail en matière de stratégies communes, de réponses syndicales efficaces et d'enjeux qui touchent les agents de bord du monde entier.
- **Coalition of North American Flight Attendants (CNAFA) (Coalition des agents de bord de l'Amérique du Nord) :** La CNAFA regroupe la Division du transport aérien du SCFP et un vaste éventail de différents syndicats américains.

Partenaires, réseaux et coalitions

Le SCFP ne travaille pas seul. De solides réseaux et coalitions nous permettent d'élargir la portée de notre travail. Les organisations qui suivent sont d'importants alliés dans les enjeux internationaux. En plus d'échanger de l'information, nous nous soutenons mutuellement dans nos initiatives.

- **Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) :** Un institut de recherche non partisan, le CCPA s'occupe de justice sociale et d'économie. Le SCFP collabore étroitement avec le CCPA dans des domaines comme le commerce et les politiques économiques.
- **L'Alliance canadienne pour la paix :** Plus grande organisation-cadre pour la paix du Canada, l'Alliance assure une voix coordonnée pour défendre la paix au niveau national.
- **Common Frontiers :** Un groupe de travail multisectoriel qui fait la promotion de solutions de rechange aux effets sociaux, environnementaux et économiques de l'intégration économique dans les Amériques, Common Frontiers est le lien du SCFP avec l'Alliance sociale continentale.
- **Conseil des Canadiens :** Plus grande organisation de citoyens du Canada, le Conseil des Canadiens compte des membres et des chapitres partout au pays. Le Conseil fait la promotion du commerce équitable, de la sécurité de l'énergie et de la résistance à la dégradation et à la privatisation de l'eau.
- **Institut Polaris :** L'organisme travaille à permettre aux mouvements de citoyens de se recycler et de se rééquiper pour lutter en faveur du changement démocratique dans une ère de mondialisation. Les enjeux abordés incluent l'énergie, le commerce équitable, l'eau, la sécurité et les sociétés transnationales.
- **Worker to Worker, Canada-Cuba Labour Solidarity Network (D'un travailleur à un autre, Réseau de solidarité syndicale Canada-Cuba) :** Le Réseau vise à édifier des liens de solidarité et d'amitié entre les travailleurs canadiens et cubains, en particulier avec la Central Trabajadores de Cuba (Centrale syndicale de Cuba).



Des dirigeants syndicaux de nombreux pays échangent dans la tente sur le « travail décent » pendant le Forum social mondial de 2007.

VERS L'AVANT

Le SCFP est fier de son travail de solidarité internationale et des militants et membres du personnel dévoués qui défendent les droits fondamentaux, incluant les droits du travail, au pays et ailleurs sur la planète.

L'écart entre riches et pauvres s'agrandit, tant à l'intérieur des pays qu'entre ceux-ci. En outre, l'accès à un travail décent et stable se fait de plus en plus rare. Et plus de 70 pourcent des personnes qui vivent dans la pauvreté absolue, qui luttent pour survivre avec 2 \$ par jour ou moins, sont des femmes et des filles. Nous savons très bien que cette situation est le résultat de politiques économiques néolibérales; pourtant, nous ne pouvons pas oublier que l'aide internationale a aussi un rôle à jouer.

Le Canada doit faire sa juste part et le SCFP continuera, avec ses partenaires de coalition – le Conseil canadien pour la coopération internationale, Common Frontiers, Oxfam Canada et d'autres – à obliger le gouvernement à rendre des comptes. Le monde a besoin d'une plus grande aide internationale pour le développement humain, pas d'argent pour des armes, pour la guerre et pour la privatisation. Nous devons aussi lutter pour éradiquer la pauvreté, améliorer le sort des femmes et des filles dans le monde et assurer un avenir durable à la planète et aux peuples qui l'habitent.

Nous devons également améliorer ce qui se passe dans notre propre cour. Les mauvaises conditions de travail, la pauvreté, l'inégalité sociale et la privatisation des services publics sont des problèmes très réels au Canada. Ces enjeux sont liés à des réalités mondiales. En défendant nos propres droits, nous appuyons nos alliés du sud qui se tournent vers le monde développé pour trouver des exemples et des partenaires dans les efforts qu'ils déploient pour améliorer les conditions de travail et de vie de leurs concitoyens.

Nous avons du pain sur la planche mais nous avons de bonnes raisons d'être optimistes, car en travaillant ensemble, nous *pouvons* changer les choses. Par exemple, le mouvement syndical a joué un rôle clé dans le travail de coalition qui a entraîné le rejet de prétendus accords de « libre-échange » comme la Zone de libre-échange des Amériques et l'Accord multilatéral sur l'investissement, qui auraient été néfastes aux travailleurs, aux collectivités et à l'environnement. Mené par des



(de g. à d.) Anne Didier-Floyd (conseillère à l'évaluation des emplois du SCFP) et Pauline Niles (présidente la section locale 1 du SCFP) à la conclusion de la longue marche qui a clos le Forum social mondial de 2007.

travailleurs des eaux, un mouvement bien organisé à Cochabamba, en Bolivie, a permis d'obtenir le contrôle communautaire d'une société privée des eaux. Dans de nombreux pays d'Amérique latine, des mouvements progressistes réussissent à faire élire des leaders dont les politiques économiques font passer les travailleurs et les collectivités avant les profits des entreprises privées.

Notre travail international nous rappelle que nous ne sommes pas seuls. Dans le monde entier, des militants syndicaux et communautaires mènent les mêmes luttes que nous sur différentes scènes. Nous en avons beaucoup à apprendre des luttes et des victoires de nos confrères et consœurs. Nous continuerons à partager notre expérience et à appuyer le travail de collaboration qui nous rend tous plus forts, comme membres de cette communauté mondiale en lutte pour un monde meilleur. C'est cela, la solidarité.



GLOBAL *justice* MONDIALE